

**MILA**

## Les échéances, sans cesse repoussées, du programme CoVi-Mil !

Constatant un relâchement induisant un retard dans les délais de réalisation, donc au non-respect des échéances fixées, un manque de concertation entre différents intervenants, des insuffisances dans la qualité des travaux et, surtout, une situation préjudiciable à l'esprit CoVi-Mil, appelé à être une référence et une feuille de route pour tous les autres grands centres urbains de la wilaya ; le responsable de l'exécutif de wilaya, initiateur et promoteur dudit comité, a tenu une réunion restreinte avec les acteurs clés du programme en cours.

Objectif : aller au-delà des contraintes, revoir certains détails du programme en cours ou en voie d'être lancé et éviter tout gâchis, par le lancement précipité de certaines opérations qui risquent d'être détériorées dès la réalisation, à l'instar du tapis qui sera incessamment installé au niveau de certains boulevards, d'où l'engagement demandé par écrit à tous les intervenants sur le terrain (ADE-SDE-ONA- Algérie Télécom) de n'avoir plus à intervenir dans ces secteurs là.

A Mila donc, le citoyen subit de plein fouet les désagréments engendrés par l'ouverture de plusieurs chantiers qui tardent, malheureusement, à voir le jour ! Que de promesses faites, de propositions soumises et d'engagements annoncés mais, la réalité est tout autre, car beaucoup d'intervenants y compris parmi les entreprises de réalisation, semblent dépassés par les événements et le rythme que veut impulser à ce programme, le chef de l'exécutif de wilaya afin de répondre aux attentes de la population, première victime de toutes ces cascades imposées mais, il y a bien une limite à tout et, probablement, des têtes vont tomber parmi tout ce beau monde !

A. M'haïmoud

**GUELMA**

## Les infractions urbanistiques, un véritable casse-tête

*La réglementation concernant l'urbanisme est assortie d'un dispositif judiciaire qui ne saurait être ignoré des constructeurs et des citoyens, même si les spécialistes considèrent que les infractions en la matière sont généralement peu réprimées, mais qui restent trop souvent négligées par certains élus.*

Le fait est qu'un grand nombre d'infractions à l'urbanisme ne sont pas systématiquement signalées et transmises aux services compétents, bénéficiant parfois d'une sorte de complaisance de la part des uns et des autres. De l'avis général, les chiffres communiqués à chaque fois par les services concernés ne reflètent pas la réalité de ce fléau qui concerne les modifications et les constructions illicites ou celles réalisées suite à l'obtention d'un permis de construire mais non conformes à celui-ci.

Selon notre source, «généralement, ce n'est pas toutes les poursuites qui aboutissent, les services de la commune recherchent, le plus souvent, la médiation et la régularisation à l'amiable». Le rapport communiqué cette semaine par la Sûreté de wilaya fait état de 69 infractions à l'urbanisme verbalisées durant le



Photo : DF

premier trimestre de l'année en cours, par les services concernés de la police.

Le même bilan précise que les cas de travaux sans autorisation de construction dominent. Mais les Guelmis dénoncent également «les constructions précaires et les modifications anarchiques qui dégradent l'environnement et affectent le cadre de vie dans les collectivités urbaines».

«Une situation qui n'est pas sans désagréments pour les riverains», déclarent-ils.

L'appel est donc lancé aux services concernés, et les élus locaux, pour procéder au repérage de ces infractions à l'urbanisme, notamment celles qui poussent à la lisière des agglomérations urbaines.

Telles sont les grandes lignes d'un phénomène rampant donnant lieu à un très abondant contentieux, surtout que la région de Guelma connaît ces derniers temps une pression foncière très forte.

Nouredine Guergour

**BOUIRA**

## Des lycéens exigent l'avancement des dates des examens du troisième trimestre

*Des lycées de la wilaya de Bouira ont observé hier un mouvement de grève pour protester contre la programmation des examens du troisième trimestre durant le mois de Ramadhan.*

Hier, des centaines d'élèves des lycées Nasr-Eddine M'chédali de M'chédallah et d'El Adjiba, ont observé une journée de grève pour exiger de la tutelle, la reprogrammation des examens du troisième trimestre avant le mois de Ramadhan.

D'après le coordinateur de wilaya du Cnapeste, Djamel Benyoucef, que nous avons joint par téléphone, cette grève a été initiée par les élèves, et les enseignants n'ont rien à voir dans ce mouvement. Cependant, et à notre question sur l'opportunité d'une

telle action, notre interlocuteur dira que le Cnapeste a évoqué ce point lors de sa réunion du Conseil national avant-hier samedi, et les conseils de wilaya ont été instruits pour recueillir le maximum de données concernant ce point.

Cela étant et selon notre interlocuteur et même si cela reste son point de vue personnel, le ministère de l'Education nationale aurait pu ménager les élèves au moins pour cette année en leur

évitant la canicule du mois de juin et le mois de Ramadhan en programmant les examens de fin d'année avant. Mais, rappelle-t-il, cela reste un avis personnel et le dernier mot reviendra au Conseil national qui se prononcera sur ce point incessamment.

Une chose est sûre, ce mouvement de grève initié par deux lycées risque de faire effet boule de neige dans les jours à venir.

Y. Y.

### CONFÉRENCE-DÉBAT ANIMÉE PAR M<sup>e</sup> ALI YAHIA ABDENOUR À SIDI AÏCH :

## «L'armée populaire digne de ce nom doit défendre le peuple et l'État et non le pouvoir»

**Sous le thème «La crise berbère, histoire et actualité», l'ancien président de la LADDH, Ali Yahia Abdenour a animé une conférence-débat dans l'après-midi de samedi à la salle de cinéma Youcef-Abdjaoui de Sidi Aïch.**

L'inlassable militant des droits de l'Homme, invité par l'association culturelle Eco-Soumam pour présenter également son dernier livre intitulé *Lettre ouverte au système politique et au dernier pouvoir qu'il a engendré*, paru aux éditions Koukou, est resté, malgré ses 95 ans, d'une incroyable lucidité.

Dans une salle pleine comme un œuf, M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour souligne d'emblée qu'il revient pour la deuxième fois — la première en 1948 — à Sidi Aïch, région, a-t-il glorifié, ayant enfanté «les premiers intellectuels et de nombreux grands hommes de la Kabylie».

Dans son intervention, M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour dresse un sévère

réquisitoire de la situation du pays avant de tirer à boulets rouges sur Bouteflika. M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour entame sa conférence par la crise anti-berbère de 1949. «La crise anti-berbère de 1949 avait pour objectif de détruire l'attachement viscéral du peuple algérien à ses racines», explique le défenseur des droits de l'Homme. «Tout a commencé par la falsification de l'histoire par la direction du PPA-MTLD», rappelle l'orateur en citant un memorandum d'une cinquantaine de pages adressé à l'ONU, fin 1948, indiquant que «l'Algérie est une nation arabe et musulmane depuis des siècles». «Le memorandum demandé par Messali, nie

à l'Algérie toute origine plus lointaine que l'occupation arabe remontant au VII<sup>e</sup> siècle. Un choix dicté par Messali après son séjour en Egypte», indique le conférencier avant d'évoquer le sort réservé aux militants berbéristes activant au PPA comme Bennai Ouali, Ould Hammouda. «Même Hocine Aït-Ahmed n'a pas échappé à la purge puisqu'il a été éjecté aussi de la direction nationale dirigée par Messali pour la seule raison de son origine kabyle», précise l'ancien président de la LADDH.

Abordant la période post-indépendance, le conférencier a soutenu que le pouvoir a été pris par «la force, par l'armée des frontières». «La révolution n'a pas été achevée par ceux qui l'ont déclenchée. L'armée des frontières est arrivée en 1962 et a installé ce système politique qui existe à ce jour. Ce

système politique est installé en Algérie à la place des colons», explique l'orateur. Et d'ajouter : «L'ANP ne peut être qualifiée de digne héritière de la glorieuse ALN. L'ALN est née dans les maquis pour combattre le colonisateur français, alors que l'ANP vit dans des villas, nomme des présidents et les ministres», martèle M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour, estimant que «l'armée populaire digne de ce nom doit défendre le peuple et l'Etat et non le pouvoir, ni se mettre au service du pouvoir».

Le conférencier fustigera sur sa lancée Bouteflika, qualifié de «dictateur».

Pour le militant et défenseur des droits de l'Homme «toutes les politiques initiées par Bouteflika visent son maintien au pouvoir». «Au pouvoir absolu, corruption absolue. Pour se maintenir au pou-

voir, il faut des corrompus et des corrupteurs. C'est pour cela qu'il y a Chakib Khellil, Bouchouareb et des fonctionnaires qui obéissent aux directives.

Les juges ne se prononcent pas en fonction des lois mais des directives du DRS. On a mis en place une économie sauvage s'appuyant sur l'import-import», souligne M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour avant d'appeler la population de Kabylie à célébrer le 36<sup>e</sup> anniversaire du printemps berbère dans «l'union et la fraternité». «Il faut s'unir, se rassembler et se mobiliser», a martelé M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour avant de clore son intervention. Une vente dédicace de son dernier livre : *Lettre ouverte au système politique et au dernier pouvoir qu'il a engendré*, paru aux éditions Koukou, a été observée à la fin de la rencontre débat.

A. Kersani